



FNAB
Fédération Nationale
d'Agriculture Biologique

Analyse des PRISES DE POSITION DES PARTIS POLITIQUES FRANÇAIS SUR LA BIO ET LA PAC

20/06/2024

En quelques semaines, la France pourra éventuellement connaître un rééquilibrage profond des forces politiques de l'Assemblée Nationale, à la suite d'une envolée du nombre de députés d'extrême droite dans le contingent de députés français au Parlement Européen. Comme rappelé le 12 juin dernier (lien CP FNAB), les agriculteurs et agricultrices bio français sont attachés au projet européen, de part leur engagement dans un cadre règlementé européen et en tant que bénéficiaires de la solidarité européenne au travers de la PAC.

A quelques jours des élections législatives, la FNAB propose une analyse des positionnements des forces politiques françaises autour de l'agriculture biologique et de la PAC. Cette note expose les positionnements (votes, prises de paroles, programmes) exprimés par les différents partis politiques français à propos du cadre politique européen (PAC, PSN, Pacte Vert et règlements associés, etc.).

Parti Communiste Français

Constat : La PAC ne répond pas aux besoins de notre société, en favorisant les grandes exploitations et en générant des inégalités entre territoires et productions. Les élus (Roussel, Chassaigne) déplorent la rémunération des aides PAC fondée sur l'hectare et l'accès facile à l'éco-régime, sans changement de pratiques (pour 90% des agriculteurs).

Propositions :

- Une Politique Agricole et Alimentaire Commune (PAAC) dont les axes sont la souveraineté alimentaire, la paysannerie (avec l'ouverture vers de nouvelles exploitations et élevages) et la transition écologique.
- Une modification du PSN, avec un soutien plus fort aux 60 premiers ha (augmentation du paiement redistributif), la dégressivité des aides PAC, le plafonnement à 150 000 € et des aides augmentées pour les fermes biologiques.
- Léon Deffontaines, le candidat PC aux européennes défend l'idée d'un « *fonds communautaire d'intervention pour réguler les prix et les volumes* » et entend instaurer un « *régime public d'assistance de gestion des risques pour couvrir et prévenir les aléas climatiques et sanitaires.* »

La France Insoumise

Constat: La PAC actuelle est « désastreuse pour le climat et l'environnement » (Bompard, 2021), le système des Plans Stratégiques Nationaux génère « des distorsions de concurrence de plus en plus importantes ». (Trouvé, 2024).

Propositions :

- Augmentation du budget de la PAC financée par une hausse des droits de douanes; et maintien de conditionnalités sociales, écologiques et de bien-être animal ambitieuses.
- Un nouveau cadre de la PAC avec des dispositifs et leviers d'accompagnement des producteurs (prix rémunérateurs, aides directes), afin qu'ils maîtrisent leurs facteurs de production, aient de la stabilité puissent accélérer la transition agroécologique.
- Objectif de développement de l'agriculture biologique jusqu'à 100% de la SAU de l'UE en 2050
- Modification du Plan Stratégique National pour consacrer 1.1 milliards d'euros par an à l'agriculture biologique (aides conversion, et éco-régime bio revalorisé) – présidentielles 2022
- Aides nationales aux collectivités locales qui flèchent au-delà des objectifs bio d'EGALIM (en l'occurrence, 50% de produits durables e de qualité dont au moins 20% de produits bio dans la restauration collective)

Les Ecologistes

Propositions :

- Pour un nouveau Pacte agricole, qui viendrait « changer les modes de distribution de la politique Agricole Commune pour qu'elle rémunère à l'emploi plutôt qu'à l'hectare » (Toussaint 2024).
- Mise en place d'une visibilité sur trois ans des revenus des agriculteurs engagés dans le changement de pratiques, notamment les agriculteurs bio.
- Mise en place de paiements pour « protection des services écosystémiques » et retour de l'aide au maintien en AB.
- Mise en place d'outils de régulation par les prix (au moins au niveau des prix de production) et l'organisation des producteurs, transformateurs et opérateurs de la recherche et innovation des filières bio et protéines végétales.
- Baisse des taxes sur les produits bio et les fruits et légumes
- Interdiction de mise en marché de nouveaux OGM
- Fixation d'objectifs de produits bio et locaux dans la restauration (dans le cadre d'un EGALIM européen)
- Mise en place d'un plan de transition de l'élevage vers des systèmes biologiques et respectueux du bien être animal.

Parti Socialiste- Place Publique

Constat : « la PAC actuelle maintient 50% des agriculteurs dans la misère » (R. Glucksmann).

Propositions :

- Ambition budgétaire réhaussée pour la PAC (Clergeau, 2024).
- Plafonnement à 100 000€ des aides PAC
- Evolution vers une Politique Agricole et Alimentaire Commune, construite sur une aide à l'emploi agricole et à l'utilité écologique.
- Soutiens étendus à la conversion et au maintien en AB, avec une aide transitoire pour éviter les déconversions, une reconnaissance plus grande des acteurs de la transformation et la mobilisation de la grande distribution dans le développement de la bio.
- Réaffirmation des objectifs chiffrés de 25% de SAU de l'UE en bio en 2030
- Mise en place de prix planchers rémunérateurs
- Soutien à l'organisation collective des producteurs.

Renaissance

Constat : « une PAC pleinement efficace ne se contente pas de jouer les filets de sécurité, mais accompagne les transitions en prenant en compte le changement climatique ». Jérémie Decerle, ex-député européen,

Propositions :

- Simplification de la PAC et uniformisation des contrôles au niveau européen qui fait débat en interne à Renaissance (entre la tête de liste Valérie Hayer et Pascal Canfin – président de la commission environnement du PE)
- Sans le remettre en cause pour autant, Renaissance ne souhaite pas voir prospérer davantage de textes du Plan Vert (Green Deal)
- Soutien des propositions sur l'extension des NGT et de Carbon Farming.

Si l'on adopte un regard sur la construction du PSN français (dont les gouvernements dirigés par Renaissance ont maîtrisé les orientations et la mise en œuvre), on peut noter que la construction de l'écorégime du PSN français porte l'ambiguïté des positionnements de Renaissance sur le soutien à la transition écologique de l'agriculture. Renaissance, par le biais du président de la COM ENVI du Parlement, Pascal Canfin, a été motrice dans l'inscription de textes articulant Agriculture et Pacte Vert (avec des objectifs chiffrés pour la bio), et pu être en soutien de l'intégration des écorégimes dans la PAC actuelle. Les parlementaires Renaissance sont mûs par une volonté d'accompagner tous les agriculteurs dans le changement de pratiques. Cependant, l'application de cette vision a été confrontée à la décision de ne dédier que le budget minimal pour l'écorégime (25% des paiements directs). Cela entraîne des soutiens bas

pour toutes les voies de l'écorégime, dont l'agriculture biologique, payée seulement trente euros de plus par ha que des exploitations en conventionnel. Le gouvernement français a tout de même dissocié le niveau HVE du niveau Bio de l'écorégime. Par ailleurs, le gouvernement français a supprimé les aides au maintien en agriculture biologique.

Les Républicains

Propositions :

- Abrogation du pacte vert européen
- Sur la PAC :
 - Hausse du budget en tenant compte de l'inflation en prenant sur les budgets de la politique de cohésion
 - Réorientation de l'enveloppe développement rural de la PAC vers des actions de recherche et d'innovation publiques pour développer des alternatives aux pesticides, notamment grâce aux nouvelles techniques génomiques.
 - Maintien d'un système de paiement à l'hectare, pour accompagner la compétitivité des fermes
 - AB menacée par les importations de produits moins-disants

LR n'exprime aucune position sur le financement des pratiques agricoles bénéfiques à l'adaptation et à l'atténuation du changement climatique. Le parti a cependant indiqué qu'il était important de conserver des aides au maintien en agriculture biologique.

Rassemblement National

Constat : l'écoconditionnalité de la PAC est punitive (Gilles Pennelle, mai 2024)

Propositions :

- PAC :
 - Renationalisation de la PAC. La France donne plus d'argent à l'UE, qu'elle n'en reçoit en retour, PAC comprise
 - Définir des règles de subventions à notre agriculture, et augmenter le montant des subventions.
- Abrogation du pacte vert européen.
- Le RN ne propose aucune mesure pour orienter la transition écologique de l'agriculture
- Instauration d'une exception agricole française, au travers d'un programme « Mangeons français » pour orienter les marchés publics.
- Les prix planchers sont une proposition du RN depuis 10 ans, mais Jordan Bardella a exprimé sa désapprobation de la mesure dans la PAC en janvier dernier. « C'est une vieille idée de la gauche de soviétiser l'agriculture », a pu ajouter Gilles Pennelle.

Le RN ne s'est jamais exprimé sur le soutien des aides bio, alors que le sujet a pu être mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale plusieurs fois.

Reconquête

Constat : Les normes environnementales sont un frein à la liberté d'entreprendre des exploitants. « C'est un enfer agricole » (Olivier Cléland).

Propositions :

- Abrogation du Pacte Vert.
- Baisse de la contribution de la France au budget européen de 20%, mais augmentation des fonds alloués à la PAC.
- Arrêt de la politique de conversion en agriculture biologique dans les filières en tension
- Suppression de l'objectif de 25% de la SAU en bio en Europe en 2030, considéré comme inatteignable et inadapté à la réalité de l'offre et de la demande.